



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Florence BRAU, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT

Attractivité - Prévention des risques majeurs - Système de gestion d'alerte en cas de risques majeurs - Convention de mutualisation de prestations entre Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres pour l'aide à la gestion d'alerte en cas de risques majeurs - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

La gestion des risques majeurs, qu'ils soient naturels, technologiques ou de transport, est une préoccupation constante dans les politiques d'aménagement et de sauvegarde des biens et des populations. Aussi, afin d'anticiper et de gérer au mieux les conséquences de ces épisodes Montpellier Méditerranée Métropole a suscité avec ses communes membres une réflexion sur la gestion mutualisée des sinistres de grande ampleur.

Compte tenu de l'importance des risques, un projet d'acquisition d'un système d'alerte des populations a été mis à l'étude et la solution retenue se présente sous forme de télé alerte en mode Saas (il s'agit d'une solution logicielle hébergée par le prestataire) permettant la diffusion de messages par mail, mais aussi par téléphone (messages vocaux), et SMS. Le prestataire retenu est F24 France.

Le système d'alerte déployé par F24 France rend un service abouti et complet par un ensemble de prestations portant sur l'efficacité des comportements attendus face aux risques, au regard des enjeux du territoire, celui-ci permet, de déclencher immédiatement des campagnes d'information sur plusieurs canaux simultanés (Mail, SMS, Appel téléphonique). Les coûts de ces campagnes pourront être estimés en amont s'il s'agit d'une communication par téléphone ou SMS, mais restent gratuits pour la communication par e-mail (à l'exception de l'abonnement annuel financé par Montpellier Méditerranée Métropole).

Il est proposé aux communes membres, dans une démarche d'efficacité et de rationalisation, d'adopter, par voie conventionnelle, une mutualisation du mode de gestion du service d'alerte à la population en temps réel.

Montpellier Méditerranée Métropole prendra à sa charge les coûts d'abonnement des communes signataires de la présente convention, ainsi que son coût d'installation et de maintenance. Seuls les coûts de consommation liés au déclenchement des alertes seront à la charge des communes, conformément aux orientations prises par le dernier comité de pilotage gestion des risques majeurs.

Le projet de convention élaboré précise le contenu du service pris en charge, les modalités d'échange d'information en direct avec les personnes désignées par la commune, les responsabilités des parties

Il convient de rappeler que cette prestation ne se substitue pas à la mission réglementaire de mise en alerte des collectivités qui incombe aux services de l'Etat et que la commune demeure seule responsable de la mise en œuvre des mesures de sécurité et de sauvegarde sur son territoire, le pouvoir de police générale du maire notamment en matière de sécurité ne pouvant être délégué.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la convention-type de mutualisation de prestations de services entre Montpellier Méditerranée Métropole et ses communes membres pour l'aide à la gestion d'alerte en cas de risques majeurs ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-174584-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.